

ATELIER PROFADEL

LA CONCEPTION D'UN MASTER INTERNATIONAL CITOYENNETE ENTRE LES MEMBRES DU RESEAU D'INSTITUTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PROFADEL, COORDONNE PAR LE CIEDEL

LE PROFADEL : UN RESEAU D'INSTITUTS DE FORMATION DES PROFESSIONNELS DU DEVELOPPEMENT

Né en 2002 de l'impulsion du CIEDEL, le PROFADEL est un réseau international de six instituts de formation supérieure des acteurs du développement, qui vise à « contribuer à ce que les citoyens soient en capacité de jouer leur rôle dans les changements de leurs sociétés notamment en matière d'influence, de définition, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques » et ceci à travers :

- *« le renforcement des capacités des différentes catégories d'acteurs du développement pour qu'ils puissent s'assumer et agir individuellement et collectivement pour contribuer à transformer la société sur les plans éthique, social, économique et politique,*
- *le renforcement des capacités des administrations publiques, collectivités locales, associations, organisations de base, entreprises, projets et programmes par l'émergence d'acteurs du développement compétents, engagés, exemplaires et ouverts sur le monde ».*

Il est composé du CERSS au Maroc, de DELTA C au Mali, de FFF Malagasy Mahomby à Madagascar, de Escuela para el Desarrollo au Pérou, de l'IRFODEL au Togo et du CIEDEL en France.

Depuis décembre 2013, un accord-cadre de coopération lie les membres du PROFADEL et l'UCLy.

Depuis la création du réseau, les membres du PROFADEL, développent de nombreuses activités communes, d'une part pour **renforcer et améliorer notre offre de formation** (conception de modules en commun, formation croisée d'enseignants, appui à l'élaboration de cursus, co-animation de modules de formation...) et d'autre part pour **nous renforcer sur le plan institutionnel** (démarches communes auprès des partenaires financiers, analyse de nos modes d'organisation...).

UNE PROBLEMATIQUE QUI TOUCHE TOUS LES MEMBRES DU PROFADEL

Depuis une vingtaine d'années notre monde est traversé par de profondes mutations. En effet, alors que l'évolution de l'économie mondiale a sonné le glas de l'Etat providence et des systèmes de redistribution, que les corps intermédiaires anciens (syndicats, partis politiques...) sont en recul, que les charnières entre l'individu et la société qu'ils constituent perdent de leur légitimité, on assiste à une double dynamique de montée en puissance des communautarismes et de l'individualisation des rapports sociaux.

Ces évolutions de fond de nos sociétés sont révélatrices sinon d'une crise de la citoyenneté du moins d'une recomposition de celle-ci. Dans la situation actuelle, le constat est que les citoyens se reconnaissent de moins en moins dans les formes anciennes d'exercice de la citoyenneté, ce qui les amène à développer des attitudes, des comportements destructeurs pour la société et pour eux-mêmes.

Contournement des règles au mépris du bien commun, rejet des institutions, renforcement des communautés, réactions violentes contre les individus, les institutions et les biens publics, passivité générale, sont autant d'indicateurs que :

- **Beaucoup de citoyens ne se sentent plus redevables** face à la société dans laquelle ils vivent et donc ne se sentent ni responsables face à celle-ci, ni comme ayant des devoirs à exercer pour que la société puisse fonctionner au bénéfice de tous,
- Les sociétés, malgré les discours sur la participation, laissent **de moins en moins de place au citoyen dans les décisions politiques** qui les concernent, les citoyens ne voyant pas comment exercer leurs droits, comment influencer les choix politiques,

Ce double sentiment de « non appartenance » à la société et d'impuissance pour la faire évoluer est révélateur d'une relation entre l'individu et la société qui est à repenser, à refonder si l'on ne veut pas déboucher sur une crise de la citoyenneté qui remette en cause la viabilité même de nos sociétés.

Or à ce jour, les cadres tant des administrations publiques (Etat, collectivités territoriales...) que des organisations de la société civile (associations, ONG, Eglises...) manquent de connaissances, de repères, de compétences et d'outils pour produire une réponse adaptée à cette nécessaire refondation de l'exercice de la citoyenneté.

Dans les pays où sont situés les membres du PROFADEL, la question de la citoyenneté est devenue une question majeure, qui questionne l'avenir même des sociétés. Les membres du PROFADEL sont tous engagés pour contribuer au changement social, à construire une société plus juste. **A ce titre, les responsables des six instituts de formation membres du réseau, réunis en réunion institutionnelle à Lima en juin 2012 ont décidé de s'engager collectivement pour agir autour de cette question et développer conjointement des démarches visant à apporter des réponses à cette crise de la citoyenneté.**

UN DOUBLE ENGAGEMENT DE TRANSFORMATION SOCIALE, SUR LE TERRAIN ET DANS LE CADRE UNIVERSITAIRE

Les membres du PROFADEL initialement alertés sur cette problématique par les responsables de FFF malagasy Mahomby suite à la crise vécue à Madagascar depuis 2009 ont fait le choix de s'engager à la fois sur le terrain et dans le cadre universitaire.

Dans le cadre universitaire, les membres du PROFADEL visent à construire conjointement un cursus de formation de master sur la thématique de la citoyenneté en direction des cadres en exercice et des étudiants en formation initiale, pour préparer des ressources humaines compétentes pour définir, mettre en œuvre et suivre des politiques de refondation et de renforcement de la citoyenneté, par l'Etat comme par les organisations de la société civile.

Sur le terrain, certains des membres du PROFADEL ont commencé à développer des actions territorialisées de renforcement de la citoyenneté basées sur la conception, les tests et la capitalisation de pratiques innovantes. Ces expérimentations doivent se développer, au niveau de chacun des six membres du PROFADEL dans le cadre d'un appui sollicité à l'Agence française de développement. **Ces actions de terrain permettront d'alimenter la formation universitaire en cours de conception.**

Cette formation sera composée d'un tronc commun et d'options par pays permettant son adaptation à chaque contexte national. Elle sera alimentée par un processus de travail international et interculturel.

Le processus de conception de cette formation fait l'objet d'un soutien de la Région Rhône-Alpes dans le cadre d'un projet *Coopera*, qui permet de prendre en charge pendant deux ans une partie des coûts liés au travail collectif des six membres du PROFADEL.

Un premier atelier de travail, à Rabat en décembre 2014, a permis aux membres du réseau de clarifier la problématique de la citoyenneté et de travailler sur le public visé par le master, le référentiel de compétences, les modalités de validation... un deuxième atelier en avril à Lyon permettra de finaliser la conception du cursus de formation.

La mise en place du master par une partie des membres du réseau pourra intervenir dès la rentrée universitaire 2015 et pour les autres à l'horizon 2016. Validé par chaque institut en fonction du cadre réglementaire national, ce master fera également l'objet d'une certification commune aux six membres du réseau, lui donnant un caractère international et interculturel.

Il pourra ensuite être possible que d'autres instituts d'enseignement supérieur, proches du réseau PROFADEL (en RDC, Liban, Egypte, Haïti...) et qui sont confrontés à la même problématique de citoyenneté dans des contextes différents puissent rentrer dans le processus et mettre en œuvre le master.